Bénédicte SÈRE, Les débats d'opinion à l'heure du Grand Schisme. Ecclésiologie et politique

Turnhout, Brepols, coll. « Ecclesia militans », 2016, 509 p.

Juliana Eva Rodriguez

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/assr/34249>

DOI : 10.4000/assr.34249

ISSN : 1777-5825

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2017

Pagination : 438-441

ISSN : 0335-5985

Référence électronique

Juliana Eva Rodriguez, « Bénédicte SÈRE, Les débats d'opinion à l'heure du Grand Schisme. Ecclésiologie et politique », *Archives de sciences sociales des religions* [En ligne], 180 | octobre-décembre 2017, mis en ligne le 01 décembre 2017, consulté le 22 septembre 2021. URL : <http://journals.openedition.org/assr/34249> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/assr.34249>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2021.

© Archives de sciences sociales des religions

Bénédicte SÈRE, Les débats d'opinion à l'heure du Grand Schisme. Ecclésiologie et politique

Turnhout, Brepols, coll. « Ecclesia militans », 2016, 509 p.

Juliana Eva Rodriguez

RÉFÉRENCE

Bénédicte SÈRE, Les débats d'opinion à l'heure du Grand Schisme. Ecclésiologie et politique, Turnhout, Brepols, coll. « Ecclesia militans », 2016, 509 p.

- 1 En France, la remarquable histoire du Grand Schisme, esquissée par Noël Valois, reprise dans le travail d'Hélène Millet et poursuivie avec les apports de l'historiographie de la *reformatio* de Gerhart Ladner, va très loin. Quant à Bénédicte Sère, elle se lance dans la quête d'une autre histoire, pas du tout conventionnelle : celle du Grand Schisme, mais par l'approche polémique, par les pratiques textuelles, sous l'angle des émotions. Le vide institutionnel entraîné par la grande crise de l'Église ouvre la voie à des situations inédites et à des débats d'opinion. N'est-ce pas en raison de cette conjoncture exceptionnelle qu'au cours des débats les prélats deviennent législateurs, que la violence ambiante polarise les arguments en redéfinissant les identités, et que les contre-pouvoirs peuvent se manifester dans toute leur ampleur ? Si l'enjeu reste l'unité de l'Église, la lutte de pouvoir se cache dans l'ombre des débats. En effet, autant les controverses expriment toute une géopolitique des institutions, autant elles sont à l'origine des constructions doctrinales.
- 2 La recherche de Bénédicte Sère fait partie des dernières études sur la portée des controverses médiévales sur l'histoire des polémiques à long terme, à partir de synthèses esquissées par Patrick Boucheron dans *Le mot qui tue* (2009) et *L'espace public au Moyen Âge* (2011). Ce fut l'enjeu du colloque « Polémologies médiévales. État des lieux », organisé par l'historienne en septembre 2016 à l'Université de Nanterre, au

cours d'un travail collectif qui visait à questionner cette incertitude des polémiques médiévales au regard de nos perceptions contemporaines. Dans ce chemin partagé, les propos de l'auteure sont communiqués avec clarté dans l'introduction de son livre. Tout d'abord, il s'agit de construire une sociologie historique des débats d'opinion à l'époque du Grand Schisme. Ensuite, la recherche vise à suivre les parcours de développement d'une ecclésiologie comme force réactive à l'ecclésiologie centraliste dominante. Trois paradigmes permettent d'aborder les questions relatives au débat intellectuel : le dialogisme (Jürgen Habermas), la conflictualité (Pierre Bourdieu) et les formes de l'identité (Claude Gauvard). Cette approche est renforcée par la nouvelle anthropologie des sciences et des techniques (Bruno Latour), ainsi que par la sociologie des régimes d'action (Luc Boltanski). Analyseur privilégié, la controverse est tout autant révélatrice de situations historiques et de rapports de forces, que moteur du progrès scientifique. Par conséquent, en tant qu'épicentre de la polémique, la *reformatio* structure le corpus de travail et fixe une chronologie singulière. Celle du « deuxième âge du Schisme » – 1394-1418 – (H. Millet, *L'Église du Grand Schisme, 1378-1417*, 2009), qui commence par l'avènement de Benoît XIII et se termine à la fin du concile de Constance. Le corpus étudié est composé de 260 ouvrages, dont 43 pièces inédites, provenant pour la plupart du Royaume de France, surtout du cœur parisien, mais aussi des universités de Toulouse, d'Oxford et de Cologne. L'étude de textes de natures diverses, tels que lettres, sermons, discours-harangues, traités, mémoires, invectives, rend compte de cette dialectique oral/écrit qui permet d'organiser le corpus de travail sous forme de « constellations » (Martin Mulsow, *Qu'est-ce qu'une constellation philosophique ?*, 2009). Cette méthode développée par Dieter Heinrich dans son étude sur l'idéalisme allemand sert à rattraper les hommes par l'intermédiaire des pratiques textuelles, plus que par la prosopographie.

- 3 Le livre s'articule autour de trois temps forts. Le premier est consacré au « Contexte et chronologie des débats » (Chapitre I) et aux « Pratiques du débat » (Chapitre II). Ici, l'auteure cherche à débusquer les mécanismes d'un genre : les rythmes (circulation des textes et circulation des débats), les espaces en débat (les lieux, les réseaux impliqués, les appartenances), les stratégies du débat (la riposte par reprise du matériau adverse, la narrativité historique, les *auctoritates*) et les enjeux (la volonté de convaincre, la jouissance polémique et la prise du pouvoir). L'historienne parcourt également les conditions intellectuelles, politiques et sociales qui sont à l'origine des controverses. Du point de vue scientifique, la polémique a pu se développer du fait, entre autres raisons, qu'il existait déjà un cadre de professionnels formés aux techniques du commentaire – *lectio, quaestio, disputatio, determinatio* –, au sein duquel s'était présenté cet espace de liberté qui rendait possibles les controverses (Catherine König-Pralong, *Le bon usage des savoirs. Scolastique, philosophie et politique culturelle*, 2011). Cependant, au-delà de cet espace scientifique, se situent les grands pouvoirs, tel que le roi de France, la Curie et l'Université de Paris, mais aussi la conjoncture. Il ne faut pas oublier que « le conflit, d'origine ecclésiastique qu'il était, se moula dans les structures politiques du temps » (p. 35). Ceci marque l'engagement de l'auteure pour dépasser définitivement la très périmée histoire des idées, ce « vieux sol usé jusqu'à la misère », pour reprendre les termes de Foucault (*L'Archéologie du savoir*, 1969).
- 4 Dans le deuxième temps, divisé en deux chapitres passionnants, l'étude se focalise sur les objets polémiques eux-mêmes, ce qui est le cœur de la recherche. Le troisième chapitre est consacré à « l'élaboration des doctrines par les débats » ; y est notamment évoqué le cas de la « construction et réception d'un *jus resistendi* face au pape ». Pour ce

faire, il fut nécessaire de suivre le grand travail de tri accompli par les polémistes, à partir des passages bibliques, des interprétations patristiques, des controverses de l'époque grégorienne et des raisonnements tirés de la querelle bonifacienne. Cependant, pour l'A., c'est le passé récent qui a joué un rôle vital. Notamment, les grands traités sur le concile des années 1378-1380. Sur le terrain des controverses, les concepts sont souples et les arguments ont l'esprit des parties en lutte. Au plan discursif, l'obéissance *versus* l'unité est la grande ligne de partage entre papistes et cessionnistes/soustractionnistes. Mais, au fond, il ne s'agit pas vraiment d'une opposition entre obéissance et désobéissance, mais de l'adhésion et de la soumission partisans. C'est pourquoi les significations de ces concepts varient selon les intérêts de chaque camp. Ainsi, la soustraction, voire l'élimination, est justifiée par la défense de l'unité de l'Église. Or, pour les défenseurs de l'unité, l'obéissance se présente comme l'espace de ceux qui font allégeance à l'un des deux papes, voire à cette sphère juridictionnelle du pouvoir pontifical. Ils croient en une obéissance selon l'esprit face à ce type d'obéissance d'ordre naturel, inhérent à l'ordre hiérarchique dans l'anthropologie dionysienne dominante de l'époque. De même, les positions morales jouent un rôle en fonction des parties en lutte. Acte vertueux pour les soustractionnistes, la désobéissance est une rébellion et un sacrilège pour les papistes. Par ailleurs, les mêmes passages bibliques offrent des interprétations diverses afin de les adapter aux besoins des parties confrontées. C'est le cas du traitement du serment du conclave et de l'exégèse de Paul face à Pierre en ce qui concerne la loi évangélique de la correction fraternelle. Il s'agit ici de démontrer qu'il n'y a pas d'impeccabilité du pape du seul fait de sa dignité, et qu'il peut être corrigé. Mais, au cœur de l'élaboration d'une ecclésiologie sans obéissance, se trouve l'aristotélisme politique des maîtres parisiens. Ainsi, à partir du moment où l'Église est considérée comme un régime politique, tel que l'Empire et la royauté, le pape, en tant que chef de cette institution, peut être accusé de tyrannie. Donc, on peut lui désobéir, voire le révoquer. Alors, cette précieuse rencontre entre « Ecclésiologie et politique », à l'origine du sous-titre du livre, est d'une importance unique pour constituer un programme de réforme visant à limiter l'absolutisme du pontife.

- 5 Au chapitre III, intitulé « Le débat, un contre-pouvoir : *reformatio* et *limitatio* », la réflexion se tourne vers l'analyse foucaldienne des contre-conduites et contre-pouvoirs. Ici, l'historienne suit le parcours sémantique et étymologique de la notion protéiforme de *reformatio* jusqu'à sa fixation comme *limitatio* du pouvoir papal, et à son devenir final comme programme de l'Église des années 1417-1418. Sous l'égide de la *reformatio* définie comme *limitatio* se rassemblent tous ceux qui s'opposent à l'idéologie théocratique et centraliste dominante. Cependant, cette unité est bien faible. Dès lors, la question sous-jacente est de savoir quelle instance se trouve être la plus légitime pour représenter la Sainte Église, parmi les évêques, les cardinaux, le concile, et le roi de France. Or, l'épiscopalisme, la conception collégiale du pouvoir, l'ecclésiologie cardinalice et le programme déjà gallican, n'expriment que la lutte des contre-pouvoirs pour le pouvoir du Christ sur Terre. Cependant, malgré leur potentiel pour éroder l'absolu de l'obéissance pure du christianisme, ces nouvelles perceptions ecclésiologiques ne sont pas toujours en rupture avec la tradition chrétienne. Au contraire, l'auteure explique comment la *reformatio* est toujours liée à l'Église primitive et aux libertés anciennes. Néanmoins, des arguments plus audacieux semblent venir, encore une fois, de la tradition aristotélécienne. Alors, la notion d'*épikie*, liée à la prudence, s'oppose à la rigueur du droit romain et à sa juridiction. Esprit de la loi avant

d'être lettre morte, l'*épikie* peut être contraire au droit romain et canonique dans certains cas. Surtout, elle répond à la vision ecclésiologique des théologiens parisiens, qui s'oppose à la vision des juristes universitaires. C'est pour cette raison qu'il n'y a rien de plus éloigné d'un raisonnement désintéressé que l'argument de l'*épikie*. Au contraire, l'*épikie* met en évidence une rupture au sein même du discours réformateur dans le royaume de France. Elle fait partie de la lutte de pouvoir qui oppose les deux corps savants, à l'intérieur de l'Université pour le conseil du roi. Enfin, les débats sur l'*épikie* révèlent d'autres antagonismes qui se cachent derrière le sujet de la *reformatio*. C'est l'objet du chapitre V, qui ouvre le troisième temps. Celui-ci s'attarde sur les « régimes de vérité » et « la prudence face une vérité incertaine et inaccessible ». Ici, l'historienne montre également comment l'*épikie*, surtout dans sa version gersonienne, défie le dogmatisme de la vérité qui est soutenue par les pontificaux, mais également par les universitaires. Or l'*épikie* invite à suivre la voie de la réconciliation pour sortir de la logique du vrai et du faux parti. De ce point de vue, la vérité n'est pas dogmatisme, mais ouverture. Mais cette sorte d'irénisme est-elle possible dans les polémiques de l'époque ? (p. 402) L'auteure se montre pessimiste, car le dogmatisme l'emporte sur cette vérité inaccessible et de caractère sapiential dans l'atmosphère d'une violence latente, symbolique et ambiante qui caractérise les débats.

- 6 Le chapitre final de ce captivant parcours va à la rencontre du corps, dans cette ambiance intrinsèquement violente. Il s'agit ici de saisir « l'atmosphère des débats » et les « débats sur la violence ». Pour accomplir cette tâche, l'histoire des émotions reste la seule capable de saisir les pressions, les intimidations, les silences, les censures, les remords de conscience, les haines, l'animosité, la peur et l'escalade de violence qui peut finir dans la haine publique. En révélant le « terrorisme intellectuel qu'imposaient les docteurs parisiens » (p. 368), l'analyse des violences ambiantes fait tomber la façade de l'unanimité. Quant à l'enjeu de cette violence, c'est toujours la redéfinition d'une identité en vue de la prise du pouvoir. Dans la vision des maîtres parisiens, n'est-ce pas la conscience de soi et l'unité du corps tout entier sous la direction des maîtres qui justifie l'accès à une autonomie doctrinale, la volonté de participation au pouvoir suprême et le contrôle total sur l'opinion publique ? En effet, ce couple violence-identité, déjà posé par Claude Gauvard (*Violence et ordre public au Moyen Âge*, 2005), reste à l'ordre du jour.
- 7 Les controverses de l'époque du Grand Schisme confirment ce « tempérament ecclésiologique » (p. 5) intrinsèque au Moyen Âge, établi il y a longtemps déjà par Y. Congar. Bénédicte Sère met très bien en valeur le potentiel polémique au sein de l'Église pour l'élaboration de nouvelles doctrines, ce qui témoigne de cette « productivité du christianisme » exposée par Michel Senellart (*Les arts de gouverner. Du regimen médiéval au concept de gouvernement*, 1995). Elle confirme également la thèse suivant laquelle l'Église est le grand contenant de la société médiévale, d'où sont extraites les matrices de pensée de l'époque moderne (Dominique Iogna-Prat, *Cité de Dieu, Cité des hommes*, 2016). En outre, son étude est en ligne avec les réflexions des autres intellectuels européens qui valident la pertinence d'une polémologie médiévale en tant qu'objet d'histoire clairement identifié. Elle se montre en outre audacieuse et à la découverte des ruptures, témoin d'une précieuse rencontre entre ecclésiologie, politique et aristotélisme dans un temps exceptionnel. Au cœur de la polémique, la notion de *reformatio* définie comme *limitatio* projette des possibles ecclésiologiques. Mais c'est surtout le tournant politique que connaît le discours de l'Église à partir de la tradition aristotélicienne, menée par l'Université, qui apporte un changement radical.

Il convient de noter que l'Université de Paris vise à l'affirmation du *Studium*, aux côtés du *Sacerdotium* et du *Regnum*, comme force de définition et de structuration de la société chrétienne, voire à mettre en place une nouvelle forme de gouvernement. Du point de vue d'une histoire du fait controversial, l'ouvrage contribue à affiner la chronologie de la polémique médiévale. Tandis que le vacillement de l'autorité romaine ouvre la voie à la prise de pouvoir, dans un temps qui est à l'urgence, la polémique médiévale connaît un tournant, à partir du moment où elle se met au service de réseaux et de camps. Au fond, c'est la marque d'une violence créatrice autant que répressive qui définit la spécificité de la polémique du Moyen Âge tardif.